

----- "RÉVOLUTION AU ROJAVA" ? ----- "ANTIÉTATIQUE" ? "ANTICAPITALISTE" ?



OU ENCORE

--- UNE NOUVELLE MYSTIFICATION ? ---

Un aperçu du Rojava ou la critique comme une occasion de croissance et de développement

Thèses sur la révolution et la contre-révolution dans la région espagnole pendant les années 1930

“RÉVOLUTION AU ROJAVA” ? “ANTIÉTATIQUE” ? “ANTICAPITALISTE” ?

OU ENCORE UNE NOUVELLE MYSTIFICATION ?

LA QUESTION ESSENTIELLE QUE NOUS DEVONS NOUS POSER à propos du Rojava est la suivante : ce que d'aucuns appellent la « Révolution du Rojava » est-elle vraiment une révolution sociale ou, mieux dit, s'inscrit-elle bien dans une dynamique de destruction de l'ordre social présent (c'est-à-dire l'ordre capitaliste) ? Ou, au contraire, ne s'agirait-il pas plutôt d'un processus d'instrumentalisation et d'encadrement par des institutions sociale-démocrates (et donc bourgeoises), sous couvert de « libération sociale », d'un authentique mouvement de révolte contre la misère et la répression étatique, afin de mieux justifier leurs « luttes de libération nationale » ?

Le mouvement révolutionnaire a naturellement cherché la réponse à cette question dans des discussions et des confrontations de points de vue, de témoignages et d'analyses souvent divergents, confus et complexes. Notre groupe « Guerre de Classe » a également pris part à ce débat, et nous avons publié une sélection de contributions sur notre blog.

Et nous pouvons dire que ce débat a conduit à une seule conclusion : que la fameuse « Révolution du Rojava » ne fait aucunement partie de la dynamique révolutionnaire « anticapitaliste » et « antiétatique ». En fin de compte, elle n'est rien de plus qu'une variante locale de la « Révolution bolivarienne » ou du « Socialisme du 21^{ème} siècle », contrôlée et limitée par une puissante machine de propagande combinant le « *municipalisme libertaire* », le marxisme-léninisme et la « libération nationale ».

Ceux qui nient cette conclusion aujourd'hui ne le font pas parce qu'ils seraient lents à comprendre ou mal informés. Ce sont simplement des adeptes de la réforme du Capital, se contentant de le repeindre en « rouge », ce sont des tenants de la stratégie consistant à tout changer afin que l'essentiel reste le même. Et aujourd'hui, si nous entendons surtout les voix des partisans du Rojava au niveau international (cependant moins qu'auparavant), c'est parce que pour les révolutionnaires cette question a déjà été résolue et que leur attitude critique envers le Rojava reste inchangée (ce qui n'exclut pas que le mouvement prolétarien dans la région reprenne son souffle dans le futur et s'oppose à la récupération social-démocrate de sa lutte, ce que nous, en tant que communistes, soutenons pleinement).

D'IMPORTANTES SECTEURS DE « L'ANARCHISME » (officiel et même moins officiel) se déclarent être les farouches partisans de la « Révolution au Rojava », qui serait une « véritable révolution » selon « l'éminent » intellectuel David Graeber. Celle-ci est animée et dirigée par une série d'institutions comme par exemple des « assemblées populaires », des « cantons », des « communes », des « municipalités » qui globalement et fondamentalement n'empêchent pas (et n'ont historiquement en soi jamais empêché) la reproduction des mêmes rapports sociaux que ceux qui dominent à l'échelle de la planète.

Sommes-nous naïfs ou stupides de croire « les anarchistes » lorsqu'ils déclarent allègrement dégueuler « le travail, la justice et l'armée » ?

En effet, l'exploitation au travail est effectivement réalisée au Rojava par le biais de « l'économie sociale » et de ses « coopératives » où le (la) prolétaire est toujours aussi solidement rivi(e) à « son » outil de travail, à « sa » machine, à « son » lieu de travail, aux exigences de rentabilité de « son » économie locale, cantonale et « libertaire », bref à « son » exploitation qui par la magie des mots parviendrait à

« s'humaniser ». C'est toujours au nom du « réalisme » et du refus des critiques caricaturées comme étant « ultragauchistes » que le travail règne en maître absolu sur la région ; travail évidemment salarié, même si l'approvisionnement en papier monnaie, en étrons monétaires ou encore en valeurs sonnantes et trébuchantes n'est pas toujours assuré pleinement pour cause de guerre.

« Les anarchistes » ont toujours déclaré leur haine de l'Etat et de la Nation... Pourtant le Rojava dispose de toutes les caractéristiques de l'État... Bien que certains qualifie le Rojava de « *proto-État* », c'est-à-dire qui « dispose d'un certain nombre de caractéristiques propres aux États modernes sans réunir la totalité de celles-ci », pour notre part, notre conception critique de l'État nous détermine à ne voir dans ces entités rien d'autre qu'une matérialisation de l'État des capitalistes. Au-delà du concept d'État-Nation, l'État est un rapport social, composé de divers appareils : gouvernement, parlement, police, armée, patronat, syndicats, partis politiques, école, famille,... combinés à de multiples idéologies qui lui donnent force : parlementarisme, religion, positivisme, autoritarisme... Au niveau actuel du développement des sociétés de classe dont le capitalisme est l'ultime aboutissement en tant que synthèse des modes de production antérieurs, l'État ne peut être que l'État des capitalistes, le capitalisme



organisé en État, en force sociale imposant la dictature de la valeur sur l'humanité. C'est donc pour nous une incongruité que de parler de « *proto-État* »... Quant à la nation, est-il bien nécessaire de rappeler le fondement nationaliste du « *mouvement de libération kurde* » ?

« Les anarchistes » ont toujours exprimé leur mépris envers le gouvernement, le parlementarisme et les élections... Mais le Rojava est dirigé par une infinité de parlements, qu'ils s'appellent « assemblées populaires », « conseils », « communes » ou « municipalités » importe peu si leur contenu pratique consiste toujours à gérer le rapport social dominant (avec un « visage humain » ou plutôt avec une grimace d'humanité) au niveau planétaire (c'est-à-dire le capitalisme, même s'il est repeint en rouge ou en rouge et noir). Toutes ces structures s'organisent au niveau local d'une rue, d'un quartier, d'un village, d'une ville, d'une région et participent toutes du principe électoral. Enfin, au niveau supérieur décisionnel, les « cantons » possèdent leurs propres gouvernements ainsi que leurs ministères et les ministres y afférents. En opposition à ce que nous revendiquons comme organisations territoriales : « *Unionen* » en Allemagne en 1919/20, « *Shoras* » en Irak en 1991, etc., ce qui compte, c'est le contenu de subversion de ce monde afin de « *rendre l'affaire non rentable pour les capitalistes* » (dixit le KAPD)...

« Les anarchistes » prétendent être allergiques à tout concept de « parti » qu'ils réduisent aux partis politiques bourgeois, qu'ils se présentent aux élections ou non, voire même aux partis bolcheviks et léninistes. Mais soudainement, il y a des partis politiques qui comblent de joie ces mêmes « anarchistes » : il s'agit du PKK (« *Parti des Travailleurs du Kurdistan* ») en Turquie et du PYD (« *Parti de l'Union Démocratique* ») en Syrie. Ces partis, et encore plus le PYD que le PKK, développent une politique diplomatique tout ce qu'il y a de plus classiquement bourgeois, allant jusqu'à ouvrir des « bureaux » (des ambassades en quelque sorte) à Moscou et à Prague. Le PYD est même allé, lors d'une grande tournée européenne, jusqu'à « faire le tapin » au Palais de l'Élysée en février 2015, où certains de ses représentants les plus illustres ont été reçus par « Monsieur le Président » (de l'époque) François Hollande en personne.

Pour d'importants secteurs de « l'anarchisme », pour les libertaires, les événements au Rojava seraient d'inspiration et d'essence libertaire, de nature antiétatique et anticapitaliste. Ou à tout le moins, la « Révolution au Rojava » ne répondrait plus aux critères classiques des « luttes de libération nationale » mais sa structuration idéologique découlerait directement des écrits de l'intellectuel libertaire américain Murray Bookchin et de ses principes de « *communalisme* », de « *municipalisme* ». D'aucuns s'aventurent même à comparer le Rojava à l'Espagne des années 1930.

Pour l'autre famille politique (concurrente mais néanmoins complémentaire de la précédente), pour cette famille idéologique qui se réclame peu ou prou du « marxisme », il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle mette en avant précisément « *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », cher à Lénine, aux bolcheviks, à la Troisième Internationale, et à leurs héritiers marxistes-léninistes, staliniens, trotskistes, etc. On a même pu lire dans un article paru dans le journal français « L'Humanité » que la « Révolution au Rojava » exprimerait une nouvelle forme de « *socialisme à visage humain* »...

LE CONCEPT DE « CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE », développé théoriquement il y a quelques années par le leader du PKK Abdullah Öcalan, concept populaire et à la mode notamment dans les milieux libertaires (mais pas seulement là), prétend critiquer l'État-Nation, et par conséquent la création d'un nouvel État-Nation kurde n'est plus son objectif politique (selon le « nouveau paradigme » du PKK). En plus de la « démocratie directe », le but immédiat déclaré du « confédéralisme démocratique », c'est le « municipalisme libertaire », dans lequel les « assemblées populaires » jouent un rôle clé ; ainsi que l'autonomie régionale de chaque « entité kurde » par le biais d'organisations cantonales et municipales au sein de chaque État-



REVOLUTION IN ROJAVA

Democratic Autonomy and Women's
Liberation in Syrian Kurdistan

MICHAEL KNAPP, ANJA FLACH and ERCAN AYBOGA
Translated by JANET BIEHL Foreword by DAVID GRAEBER

Nation. Comme on peut le voir ici, l'idéologie révisée de la libération nationale (dans sa version du « confédéralisme démocratique ») affirme que, bien sûr, après un ravalement de façade et quelques réformes mineures, elle veut conserver les États-Nations existants. Dans la conception du PKK, la « décentralisation » et « l'autonomie » s'opposent au « centralisme » de l'État-Nation, à son chauvinisme, et elles sont présentées comme les facteurs de l'affaiblissement de l'État. Un représentant du KCK (l'une des innombrables organisations proches du PKK) à Diyarbakir, au Kurdistan turc, déclare dans une interview qu'il s'agit de « *rétrécir l'État* »...

Le PKK navigue donc dans les mêmes eaux que les zapatistes, si appréciés par le Mouvement de libération nationale kurde. Selon nous, communistes, anarchistes, internationalistes, il est au contraire clair (à la différence de tous ces réformateurs du Capital) que l'État ne peut pas être « *rétréci* », on ne peut pas construire quelque chose « *au-delà de l'État* », mais il doit être aboli de fond en comble et toutes les bases matérielles qui lui donnent vie doivent être subverties, éradiquées...

Certains libertaires soutiennent également ouvertement et sans hésitation la « Révolution du Rojava » parce qu'elle apporte, selon leurs propres termes, des « *formes antiétatiques de libération nationale* ». Rappelons donc pour une énième fois que tout nationalisme, qu'il s'agisse d'une « petite » ou d'une « grande » nation, est historiquement chauviniste, expansionniste, impérialiste... et donc étatique ! Il suffit de voir aujourd'hui comment les trois cantons formant initialement le Rojava en 2014 se sont développés de manière exponentielle (le Rojava est aujourd'hui constitué de sept cantons) pour former une zone sous contrôle politico-militaire du PYD et de ses milices

YPG/FDS représentant un quart du territoire de l'État-Nation syrien, s'étendant même au-delà de l'ancienne capitale de l'autoproclamé Califat de l'État islamique (la ville de Raqqa, reprise en octobre 2017 après des mois de combats et de bombardements intensifs qui n'ont laissé que des ruines et des milliers de cadavres), s'étendant jusqu'aux confins du désert de la province de Deir-ez-Zor, très loin du Rojava. Cette nouvelle entité administrative, soutenue peu ou prou par ses fournisseurs d'armes que sont les USA, a momentanément délaissé le nom de Rojava (qui sonne « trop » kurde) pour la très bureaucratique appellation de « *Fédération Démocratique de Syrie du Nord* » (depuis 2018 « *Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie* »), qui recèle nettement moins d'aspects « romantiques » mais qui fait beaucoup plus « sérieux » sur la scène diplomatique internationale.

Le « nouveau » paradigme idéologique appelé « confédéralisme démocratique » n'est finalement rien d'autre qu'une vulgaire imposture portant tant bien que mal les habits de la « révolution », sentant le vague goût de la « révolution » mais n'ayant absolument rien en commun avec un minimum de début de dynamique poussant au renversement des rapports sociaux capitalistes dominants.

Attardons-nous aussi un instant sur l'un des piliers de ce « nouveau » progressisme largement distillé pour justifier le caractère révolutionnaire du mouvement social au Rojava : la « multiethnicité » et le « multiculturalisme » tellement vantés par tous les canaux de propagande des appareils idéologiques sévissant tant au Rojava qu'agissant ailleurs dans le monde en sa faveur.

Ce qui nous importe, nous, prolétaires révolutionnaires, militants communistes ou anarchistes (au-delà des étiquettes), ce n'est pas ce qui nous « différencie », ce n'est pas notre « singularité », le fait que nous soyons « tchèques » ou « français » ou « britanniques » ou « américains » alors que d'autres sont « kurdes » ou encore « assyriens » ou « chaldéens » ou « sunnites » ou « chiites », etc. Ce qui nous importe au contraire, c'est ce qui nous unifie en tant que communauté humaine et militante contre la dictature globale et universelle du Capital qui se matérialise pour nous tous par l'exploitation, l'aliénation, la marchandisation de nos corps et de nos vies, la misère, la guerre, la mort... Ce qui nous importe, c'est d'afficher et d'affirmer haut et fort notre mépris pour toute communauté nationale, communauté de citoyens, communauté populaire, pour toute communauté démocratique au sens profond de ce qu'est la démocratie, c'est-à-dire non pas une simple forme (démocratie parlementaire, « ouvrière », directe, cantonale, municipale, etc.) mais bien l'essence du capitalisme et donc la négation de l'antagonisme de classe et la dilution du prolétariat (classe révolutionnaire) dans cette entité bourgeoise qu'est le Peuple, la Nation et *in fine* l'État. Ce qui importe avant toute chose, c'est le fait que nous soyons, ou devenions, frères et sœurs de misère et d'exploitation, frères et sœurs de révolution, et que nous le reconnaissons consciemment.

L'humanité a été séparée d'elle-même, de la nature, de son activité et de sa production, pour être transformée en esclaves, en serfs et en prolétaires modernes. Les hommes sont séparés de leur véritable communauté humaine et ils sont reliés en une fausse communauté multi-« quelque chose » : multiethnique, multiculturelle, multinationale... L'internationalisme n'est pas l'addition de divers ou même différents nationalismes, voire même de tous les nationalismes, mais au contraire sa négation complète et accomplie...

AUXILIAIRES MILITAIRES ? Nous voudrions ajouter un autre élément important à la critique de la « Révolution du Rojava » développée dans différentes contributions sur notre blog : l'aide du Capital international que le Rojava a reçu. L'aide de l'OTAN, de l'UE, de différents

États nationaux et d'autres institutions capitalistes, une aide qui ne fait que confirmer le caractère bourgeois de ces organisations qui prétendent représenter le mouvement social de subversion de ce monde au Rojava.

En ce sens, au sens de la politique bourgeoise classique, il n'y a pas lieu de s'étonner ou de s'offusquer de voir le PKK/PYD rencontrer ses partenaires (à Washington comme à Paris ou à Moscou...) afin de renforcer leurs relations et de discuter de leur coopération militaire ainsi que du business de la reconstruction au Rojava et à Kobanê... Pour la France, il était également nécessaire, surtout à la lumière des attentats contre « Charlie Hebdo » en janvier 2015, de promouvoir dans les médias une image de rapprochement officiel et d'alliance avec les forces qui combattent sur le terrain le djihadisme, le « radicalisme », « l'islamo-fascisme »...

Soulignons au passage ces « amitiés particulières » qui mettent en avant la complicité évidente de ces organisations « révolutionnaires » du Rojava avec nos ennemis de classe au moment même où l'État capitaliste (en France, en Belgique, en Allemagne, en Espagne,...) initie, développe, renforce de nouvelles mesures et campagnes dites « antiterroristes », qui prônent « l'unité nationale », « l'union sacrée », « la défense des valeurs républicaines », le « vivre ensemble » et *in fine* la regroupement du peuple autour de la « *Démocratie en danger* », c'est-



à-dire la dictature capitaliste tant honnie par les exploités. Ces campagnes terroristes de l'État visent d'abord et officiellement à lutter contre l'islamisme mais constituent dans un second temps (et c'est là leur but initial et essentiel) de nouveaux outils encore plus puissants dans la lutte contre la subversion, contre la réémergence de la guerre de classe, contre la révolution sociale mondiale à venir. Pour nous, définitivement et contrairement aux cercles gauchistes, il n'y a aucun « moindre mal » qui vaille la peine d'être soutenu...

Vraiment, quelle intéressante « révolution », « anticapitaliste » et « antiétatique », qui présente toutes les caractéristiques d'un État avec un gouvernement dirigé par le « parti unique » PYD, des ministères, une multitude de mini-parlements, des cours de justice, une « Constitution » (appelée « *Contrat social* »), une armée (les milices YPG/YPJ de plus en plus militarisées), une police (les Asayish) qui impose l'ordre social interne (avec également ses « unités spéciales antiterroristes » dont les Rambo n'ont rien à envier à leurs collègues assassins de corps équivalents comme les « SWAT » aux États-Unis d'Amérique, les « Spetsnaz » en Russie, les « GIPN » et « GIGN » en France, etc.).

« Révolution » d'autant plus intéressante qu'elle « bouffe à tous les râteliers » : les YPG/YPJ ne sont rien d'autres que des auxiliaires militaires des puissances capitalistes, leurs suppléants sur le terrain,

face à un « ennemi commun » (l'État islamique). On ne compte plus les offensives menées conjointement par les YPG/YPJ et les autres FDS :

- avec l'US Air Force,
- avec les « Bérets verts » (ces putains de tortionnaires des forces spéciales américaines),
- avec l'aviation russe,
- avec l'armée syrienne de Bachar (avec lequel le PYD cogère la ville de Qamishli, entre autres) et son aviation qui bombarde les quartiers rebelles (il ne s'agit pas forcément d'Al-Nusra et autres djihadistes !!!),
- avec le Hezbollah libanais,
- les « Gardiens de la Révolution » iraniens (massacreurs de nos frères et sœurs de classe),
- et ainsi de suite, *ad nauseam* !

On peut donc féliciter le Rojava qui a permis aux assassins de l'US Air Force de pallier aux difficultés d'utilisation de la base aérienne d'Incirlik de leur allié turc. Le Rojava n'est pas encore membre de l'Alliance Atlantique (OTAN), mais encore un petit effort « camarades »... Tout le baratin sur la « démocratie sans État », l'anticapitalisme et la révolution n'est rien d'autre que de la poudre



aux yeux à destination des milieux gauchistes (libertaires et marxistes-léninistes) toujours prêts à se satisfaire d'un « moindre mal » et d'une réforme du capitalisme.

Il n'y a pas lieu de s'étonner ou de s'offusquer du fait que le PKK/PYD, les YPG/YPJ aient annoncé ouvertement leur collaboration (soit simultanément, soit à tour de rôle) avec les USA, la Russie ou la Syrie. Hier, ils collaboraient déjà avec le Hezbollah, le régime syrien d'Assad père : Ocalan et toute la direction du PKK avaient installé leurs quartiers à Damas avant que les alliances ne soient renversées vers 1998 !!! De même, le PKK a signé des accords de paix avec la Turquie en 2013, accords qui ont tenu jusqu'en 2015, non pas parce qu'ils auraient finalement été dénoncés par le PKK (censé être anti-étatique) mais parce que ceux-ci ne correspondaient plus aux nécessités impérialistes turques...

Alors que les forces du régime Assad ne cessaient de bombarder lourdement la région d'al-Gutta, tenue par les rebelles, à l'est de Damas, ce même régime envoie des troupes paramilitaires (des milices chiites proches de l'Iran) pour défendre le canton d'Afrine qui venait d'être envahi en février 2018 par l'armée turque et ses supplétifs islamistes. L'intervention des forces syriennes se fera à la demande des milices du PKK/PYD, des YPG/FDS, dans le cadre d'un accord

politico-militaire concret entre les deux parties : la « Révolution du Rojava » et le régime baathiste.

Et dans les rangs des Rojavistes, il n'y a absolument aucun problème avec cela et il est tout à fait normal pour eux que ces bouchers viennent aider à sauver le « confédéralisme démocratique » de l'agression turque. L'Administration du Rojava a également appelé les forces de Damas à protéger les frontières nationales et l'intégrité de la Syrie. Qu'est-ce que ça veut dire de prétendre refuser le concept d'État-Nation (selon le « nouveau paradigme » du PKK) quand dans le même temps (peut-être pour des raisons « tactiques et temporaires » comme le justifient les Rojavistes), ils font alliance avec l'État-Nation syrien, ils appellent à la défense de ce dernier, « un État souverain » ?

Comment les partisans de la « Révolution au Rojava » peuvent-ils fermer les yeux sur ces faits ?

La Turquie, la Syrie, les USA, l'UE, les monarchies du Golfe, la Russie, l'Iran, et même les « proto »-États comme le Rojava et l'État Islamique... tous ces États, tous les États s'entendent copains comme cochons avec plus ou moins de bonheur selon les circonstances géostratégiques et la défense de leurs intérêts nationaux et nationalistes particuliers ; ils s'entendent sur le dos de la piétaille, c'est-à-dire nous tous, les exploités, les prolétaires.

Et les mêmes partisans de la « Révolution du Rojava » justifient

cette collaboration en argumentant que : « Dans les années 1930, les anarchistes espagnols ont accepté des armes de l'Union soviétique, bien qu'ils étaient parfaitement conscients que les conditions liées à ces armes étaient destinées à saper la révolution. » Si des puissances contre-révolutionnaires (hier l'URSS, aujourd'hui les USA, la Russie, l'UE, etc.) fournissent un quelconque armement, un quelconque approvisionnement logistique, c'est bien sûr en ayant leurs propres intérêts à défendre, avec leur propre agenda en tant que puissances. Et à l'époque, beaucoup de nos camarades en Espagne pensaient et aujourd'hui les combattants du Rojava pensent que ce n'est pas eux qui seront utilisés par ces puissances capitalistes, impérialistes mais bien qu'ils les utiliseront dans une sorte d'alliances « tactiques et temporaires ». La réalité a montré et montre encore l'évidence que tout cela est complètement faux. Après avoir lutté contre le fascisme, pour la défense de la république bourgeoise et refusé de mettre en avant les besoins réels de la révolution sociale (par exemple à travers l'auto-proclamée « dictature de l'anarchie »), le prolétariat en Espagne a été

obligé d'accepter la dissolution des milices ouvrières et donc la militarisation de ces dernières, abandonnant ainsi leur « esprit révolutionnaire » sur l'autel d'un « moindre mal » à défendre, d'une « révolution » à faire « après » la victoire sur le fascisme qui n'a jamais eu lieu...

Si effectivement la révolution aura besoin d'armes, de fusils, de canons, de missiles et sûrement de bien d'autres choses encore, ce dont la révolution sociale a le plus besoin, c'est d'une perspective claire sur ce qui doit être fait et avec qui. Il en va de même lorsque les travailleurs prennent « leurs » usines en main et les gèrent ; et rappelez-vous les commentaires cyniques mais néanmoins quelque peu perspicaces de Léon Blum sur l'occupation des usines en France en 1936 : « les ouvriers occupent l'usine, mais il est vrai que l'usine occupait les ouvriers », leur donnant quelque chose à faire (autrement dit : les détourner de leurs tâches de destruction des rapports sociaux capitalistes)... Le problème n'est pas tant d'occuper les usines et de prendre en main les moyens de production, mais à partir de là, de savoir ce que l'on en fait, ce que l'on produit, et à quelles fins...

La « question militaire », l'usage des armes, n'est pas séparée de l'ensemble des tâches militantes révolutionnaires à assumer, à prendre en charge, ce n'est pas une question à part. Ce n'est pas la question militaire qui dirige le mouvement social mais le contraire. Cette

question est très aiguë concernant ce qui se passe au Rojava : nous avons été littéralement submergés par un tel flot de communiqués de guerre sur la situation militaire à Afrine (et avant c'était à Manbij, Raqqa, Deir-Ezzor, etc. toutes les régions englouties par l'« auto-administration » du Rojava). Il n'y a pas d'issue ni d'explication à donner sur la façon dont une lutte « révolutionnaire » pourrait si facilement collaborer directement avec l'US Air Force, les Special Forces américaines (les Bérêts verts), avec le fait que le quartier général de l'US Army était situé à Manbij (territoire sous contrôle des YPG/FDS), qu'il y avait plus de 2.000 soldats américains au Rojava, que les États-Unis disposaient de dix bases militaires au Rojava (dont deux bases aériennes), qu'ils avaient des accords avec l'armée de l'air russe et l'armée russe en général, ainsi qu'avec les massacreurs du gouvernement de Damas (par le biais de « *chambres d'opération* » pour coordonner les activités militaires entre les trois armées)...

Le prolétariat en tant que classe révolutionnaire n'a aucun intérêt à affronter frontalement l'État et ses appareils centraux de répression. Ce que nous devons développer au contraire, c'est le défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire pousser à la dissolution des armées bourgeoises (surtout en affaiblissant sa discipline et sa cohérence), par la violence bien sûr, par l'action directe, le sabotage, la grève généralisée et insurrectionnelle... dans les armées, les usines, les mines, les bureaux, les écoles... partout où nous subissons l'exploitation de ce monde de mort et de misère... mais aussi par la force et l'énergie du mouvement développant ses perspectives de classe. N'oubliez pas une chose les amis, c'est que là où il y a des avions et des navires de guerre, des mitrailleuses et des missiles et des gaz toxiques pour réprimer notre mouvement de classe, derrière eux il y a encore et toujours des hommes et des femmes qui doivent les produire, les acheminer vers leur destination, remplir les réservoirs de carburant... C'est le devoir des prolétaires en lutte d'empêcher la machine de guerre de tuer nos frères et sœurs, d'empêcher le système de production de fonctionner...

RAPPELONS AUSSI QU'HISTORIQUEMENT, après toute défaite prolétarienne, le Capital se donne les moyens matériels de transformer en

énergie contraire, en énergie visant à renforcer son rapport social, l'énergie prolétarienne initiale si pas de destruction de ce rapport social, du moins de remise en cause de celui-ci. Le Capital se nourrit de nos révoltes, de nos défaites, il adopte le vocabulaire du prolétariat, ses drapeaux, ses consignes (en prenant bien soin de les vider de leur véritable contenu subversif) pour attirer à lui, dans son camp, les prolétaires désorientés par la défaite mais encore vindicatifs. Le drapeau rouge ainsi déployé par des bourgeois « rouges » attire les prolétaires toujours en luttant mais qui sont ainsi appelés à se contenter de quelques oripeaux, de quelques ersatz de révolution...

Cette « *démocratie sans État* » (Abdullah Öcalan, 2010), cet « *État sans État* », cette « *autonomie démocratique* », ce « *confédéralisme démocratique* », c'est encore et toujours un État, au sens que la critique communiste donne à ce concept. C'est-à-dire le rapport social existant, l'état des choses présent, et donc l'organisation en actes de ce rapport, en vue de son élargissement et de sa perpétuation. Et sans l'émergence d'une révolution qui balaie l'ordre ancien, ce rapport social, cet état de choses ne peut être et demeurer que celui des capitalistes, quelles que soient les réformes qui lui donnent l'apparence d'une forme différente, améliorée. Le capitalisme se réforme en permanence... Il lui arrive même de se « révolutionner », mais cette « révolution », avec ses soubresauts (se traduisant par des dizaines de millions de morts) qui sont d'une extrême violence pour les exploités bien sûr mais aussi parfois pour certaines fractions concurrentes et/ou obsolètes de la classe des capitalistes, n'est jamais qu'une « révolution » au sein même des rapports sociaux qu'il s'agit de renforcer et d'élargir.

Il serait fatal de confondre un mouvement social ainsi que son processus avec sa direction bourgeoise, une révolution prolétarienne avec la contre-révolution, la libération sociale avec la libération nationale (le « national-social libérationnisme »), une dynamique militante contre la dictature de l'état des choses présent avec une série de mesures réformistes visant à consolider cet état des choses, ce dernier apparaissant évidemment sous un déguisement renouvelé, avec de nouvelles étiquettes et avec des institutions et des idéologies re-



lookées comme les « assemblées populaires », les « coopératives », le « confédéralisme démocratique », l'« économie sociale », la « libération des femmes », etc. et rendant finalement plus acceptable le fait que les opprimés participent à leur propre oppression, les aliénés à leur propre aliénation, les exploités à leur propre exploitation...

D'AUCUNS DIRONT QUE NOUS SOMMES obsessionnellement « anti-Rojava » ou que nous nions l'existence de la « Révolution au Rojava ». Loin s'en faut, nous ne sommes pas plus « anti-Rojava » que nous sommes effectivement anti-France ou anti-USA ou anti-tout-autre-État-Nation.

La position des communistes et des anarchistes est claire : que crèvent tous les États capitalistes, que crève l'État turc et sa répression féroce contre les populations insurgées du sud-est du pays et

ailleurs, que crève l'État syrien et ses massacres, que crèvent les États des USA, de l'UE, des monarchies du Golfe, de la Russie et de l'Iran, et que crèvent aussi tous les États « progressistes » et gauchistes : Cuba, Venezuela, Bolivie ainsi que les « proto »-États comme le Rojava et l'État Islamique...

Quant à la véritable révolution au Rojava, nous en sommes évidemment d'éminents partisans, tout comme pour la révolution au Moyen-Orient et partout ailleurs dans le monde. Nous sommes pour une révolution sociale mondiale, et donc anticapitaliste, qui abolira la propriété privée, l'État, les classes sociales, les religions, etc.

★ Guerre de Classe – Été 2021 ★

ANNEXES

Pour suivre, nous voudrions ici présenter une contribution, que nous avons reçue il y a maintenant un certain temps, intitulée « *Un aperçu du Rojava ou la critique comme une occasion de croissance et de développement* », et qui s'adresse principalement au mouvement anarchiste en République tchèque. Nous l'avons traduit en français (ainsi qu'en anglais) et nous le publions finalement en annexe, avec un grand retard, mais aussi avec la conviction que même aujourd'hui il n'est pas trop tard.

Le texte aborde les questions que les révolutionnaires du monde entier ont posées et continuent de poser à propos du Rojava, et qui, bien sûr, peuvent être appliquées à d'autres « territoires autonomes », que ce soit historiquement (Espagne 1936) ou actuellement (Zapatistes).

Nous partageons pleinement la critique du Rojava développée dans le texte. En revanche, nous sommes en désaccord avec ce qu'on peut lire entre les lignes, à savoir l'effort déployé pour « équilibrer » l'adoration unilatérale du Rojava par une voix critique dans le but de créer « l'occasion » de débattre.

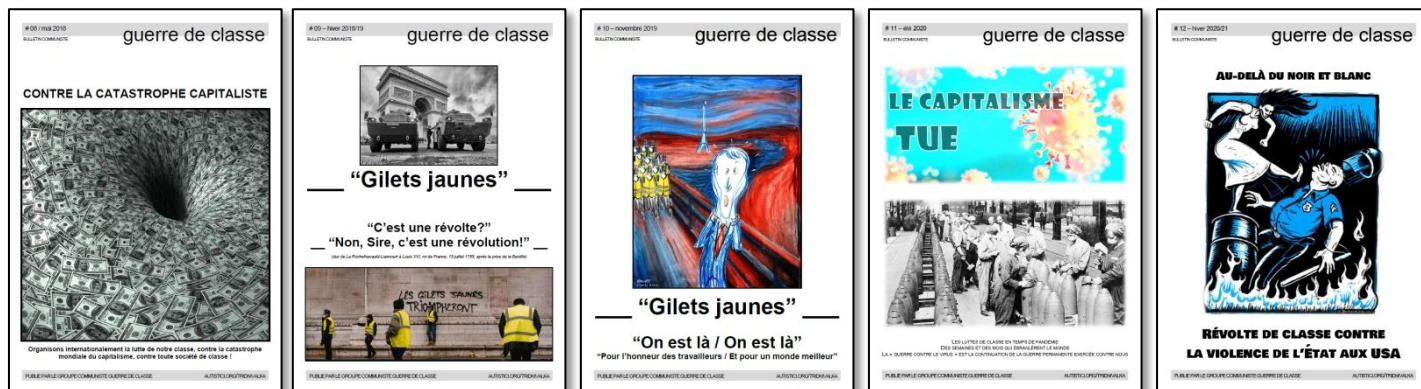
Cependant, à notre avis, l'attitude du mouvement anarchiste et de l'extrême gauche en République tchèque face aux événements du Rojava (et la même chose se produit ailleurs dans le monde) n'est pas basée sur une mauvaise compréhension de l'état des choses, sur le peu d'informations disponibles ou sur le manque d'occasions de débattre, comme le présume le texte, mais il s'agit d'un problème beaucoup plus profond : le problème du contenu que les partisans du Rojava attribuent à la révolution sociale. Quel changement la révolution apportera-t-elle et comment cela se déroulera-t-il ? Ceux qui pensent que le but de la révolution est de démocratiser la société ou de libérer les femmes n'aspirent, au fond, qu'à une sorte d'amélioration de la société actuelle, à l'achèvement de la révolution bourgeoise, c'est-à-dire celle qui a définitivement affirmé la domination du Capital. Les véritables révolutionnaires, eux, cherchent à détruire cette société basée sur les classes et l'exploitation, à la transformer totalement.

Le texte « *Un aperçu du Rojava...* » ne représente pas pour nous un appel à la discussion au sein du « mouvement anarchiste », lequel est capable de qualifier de « révolutionnaires » même des événements clairement réactionnaires (comme nous l'avons développé ci-dessus) juste parce qu'ils sont accompagnés d'une propagande rouge et noire distillée par divers services de relations publiques. Une telle discussion n'est pas possible selon nous.

Au contraire, nous considérons ce texte comme une critique de l'attitude décrite ci-dessus, une tentative de clarifier le concept de révolution sociale dans le contexte des événements au Rojava. Et c'est en tant que tel que nous le publions également, à la suite de nos propres remarques, qui s'appuient sur la discussion internationale sur le Rojava, telle qu'elle a été menée par divers groupes et militants ces dernières années.

Et enfin, *last but not least*, comme les événements d'Espagne 1936 sont très souvent évoqués par les partisans du Rojava, nous publions à la fin de ce bulletin une contribution du Groupe Communiste Internationaliste sur la révolution et la contre-révolution en Espagne, la fausse polarisation fascisme vs. antifascisme à cette époque...

Téléchargez nos matériaux au format PDF sur autistici.org/tridnivalka



UN APERÇU DU ROJAVA OU LA CRITIQUE COMME UNE OCCASION DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les événements au Rojava sont un sujet d'actualité, abordé par de nombreuses personnes, groupes et initiatives. Les aspects positifs de la réalité du Rojava pourraient certainement être décrits en détail, et beaucoup l'ont déjà fait ailleurs. Des références à certaines de ces contributions sont données en dessous de ce texte (1). Cependant, ces articles sont bien plus nombreux que des textes qui décriraient plus en détail les faiblesses et les contradictions des événements du Rojava. Le présent matériel tente d'équilibrer cette disparité. Néanmoins, cela ne veut pas du tout dire que les domaines positifs du Rojava sont sans importance ou négligeables.

On dit parfois que « le Rojava, ce n'est pas le paradis, mais l'espoir » et on peut être d'accord avec ça. Et précisément parce que le Rojava a aussi ses lacunes, nous devons également en parler afin que nous puissions y réfléchir et nous rapprocher de la réalisation de nos espoirs pour un avenir où elles ne joueront plus un rôle important. Si nous épinglions uniquement les forces et restions silencieux sur les lacunes, nous succomberions à une propagande unilatérale similaire à celles qui ont détruit de nombreux espoirs prometteurs dans le passé. Ce texte a été rédigé comme une contribution sincère à la réalisation des espoirs du Rojava.

Une révolution spécifique ?

On parle souvent du Rojava comme d'un événement révolutionnaire. Plus précisément, comme d'une révolution qui dépasse le concept européen ou américain de révolution. Il est dit que cette spécificité doit être respectée et acceptée. Ceux qui ne l'acceptent pas sont souvent décrits comme des paternalistes exaltés. Cependant, les partisans du Rojava se posent rarement la question de savoir si une véritable révolution sociale peut signifier des choses significativement différentes dans différentes régions tout en restant attrayante pour ceux qui veulent mettre fin au capitalisme.

Bien que les réalités de la vie soient différentes selon les régions du monde, tout comme les contextes culturels et géopolitiques le sont, il est faux de penser à la révolution sociale comme si elle signifiait quelque chose de différent dans chaque territoire. Bien sûr, différents contextes liés à des régions spécifiques peuvent générer des

différences dans le processus révolutionnaire, dans la façon dont les gens s'organisent, la terminologie et les symboles qu'ils choisissent, mais le contenu de la révolution est identique partout dans le monde. Il n'y a pas de révolutions sociales différentes selon les endroits, seulement la révolution mondiale et la contre-révolution mondiale.

Les critiques contenues dans ce texte ne portent donc pas du tout sur des différences formelles. Par exemple, le texte ne critique pas que le Rojava parle de confédéralisme démocratique, et pas d'anarchie et de communisme. Ce qui est plutôt critiqué, c'est le contenu non-révolutionnaire, défendu à tort par certains, comme s'il était révolutionnaire. Même si le contenu révolutionnaire est dépeint avec les mots les moins attrayants, il y aurait de nombreuses raisons de le défendre, tout comme le contenu non-révolutionnaire est digne de critique, même s'il est enveloppé dans une terminologie révolutionnaire, comme dans le cas du Rojava. Ni la couleur du drapeau ni les noms ne sont significatifs. Nous ne critiquons pas principalement les mots. Il ne s'agit pas tant de la façon dont une personne parle d'elle-même, mais de la façon dont elle agit. Et c'est l'essence même de l'activité qui est critiquée ici.

Certes, la révolution ne peut pas se dérouler selon des plans et des définitions prédéterminés. À plus d'un titre, elle est imprévisible. Par conséquent, afin d'éviter toute accusation de dogmatisme et d'attachement à la pureté idéologique, nous voudrions mettre en avant que la motivation de notre critique ne réside pas dans la croyance que les événements se seraient écartés des schémas universels sur la façon dont la révolution devrait se dérouler en termes de formes d'organisation ou de terminologie. C'est une erreur de se raccrocher à un tel « schéma révolutionnaire » et il était nécessaire de critiquer cela. La révolution n'a pas de scénarios universels qui peuvent être rédigés sur un coin de table, auxquels on devrait se conformer sans détour. Le côté formel de la révolution se crée dans le mouvement, et donc avec une certaine quantité d'imprévisibilité, d'improvisation et de reconsidération. De plus, chaque révolution souffre de ses contradictions et de ses limites. Cependant, il est nécessaire de d'avancer même lorsqu'elles se manifestent. La tâche des forces révolutionnaires est alors de les révéler et de s'efforcer à les surmonter, non de les ignorer et de garder le silence à leur sujet, comme c'est souvent le cas dans le cas du Rojava.

Dans son texte sur la « question kurde », le collectif italien *Il Lato Cattivo* affirme :

« Une vaste nébuleuse de « mouvements » – armés ou non, balançant entre banditisme social et guérilla organisée – agissent dans les zones les plus déshéritées du dépotoir capitaliste mondial (...). Même si les discours et les formes de lutte de ces mouvements ne sont pas de simples épiphénomènes, il est essentiel de comprendre le contenu qui les réunit : l'autodéfense. Une autodéfense que l'on peut considérer comme vitale, mais qui ne se distingue pas, quant à sa nature, de celle qui s'exprime dans n'importe quelle action syndicale visant à sauvegarder le salaire ou les conditions de travail de ceux qui entrent en action. Ce serait comme un tour de passe-passe que de faire passer une lutte salariale, même si elle très ample et très dure, pour un « mouvement révolutionnaire », de la même façon, il est faux de tomber dans la caractérisation de ce type d'autodéfense animé par des populations



épuisées, comme d'un mouvement intrinsèquement révolutionnaire. » (2)

Cette citation est intéressante en ce qu'elle est une comparaison qui correspond bien aux événements du Rojava et à son interprétation fréquente comme étant des événements révolutionnaires. Il ne fait aucun doute qu'il existe de nombreux révolutionnaires sincères au Rojava. Cependant, cela ne fait pas encore du Mouvement de libération nationale kurde un mouvement révolutionnaire. Avec un fort soutien international, la population locale organise une lutte acharnée, qui est avant tout une légitime défense contre le génocide de la communauté kurde. Cependant, la révolution sociale est une question de contenu, c'est-à-dire une attaque contre les rapports capitalistes. Mais cela ne se produit pas au Rojava. Seuls les rapports de gouvernance politique, administrative et économique sont affectés, mais la propriété privée continue d'exister. Avec cette dernière, il y a donc aussi des classes sociales qui constituent la base de la construction capitaliste. Le Rojava connaît une transformation démocratique, pas une révolution sociale. Cela signifie notamment ce qui suit :

- Les coopératives ou communes du Rojava à gestion démocratique et horizontale fonctionnent selon les règles du marché, sur base du rapport salarial et de l'échange de monnaie, c'est-à-dire sur une base qui n'est pas différente de celle des entreprises d'autres régions qui épousent fièrement l'idéologie de l'économie capitaliste. (3) Le capitalisme, dans lequel les travailleurs, seuls et sans patrons, gèrent leur misère, c'est encore le capitalisme, car il ne s'agit pas seulement de savoir qui gère et comment, mais surtout de ce qui est géré. Dans le cas des coopératives du Rojava, les entreprises capitalistes relèvent de l'autogestion des travailleurs. (4) Le contenu capitaliste est organisé sous une forme démocratique.
- Le confédéralisme démocratique au Rojava n'est pas une communauté sans classe (et il ne s'en rapproche pas davantage), mais bien une forme de gouvernance dans laquelle des membres de différentes classes se retrouvent « à une même table » pour planifier des actions conjointes et/ou conflictuelles sur des « problèmes ethniques/nationaux communs ». Ce n'est qu'une autre variante de ce que nous connaissons de la politique parlementaire. Le fait que cette administration permette une participation citoyenne plus directe ne change rien au fait que le cœur du contenu est identique. Ce fait est dissimulé par la répétition constante de phrases sur le « peuple kurde », comme s'il n'était pas clair que « le peuple » n'est pas un ensemble homogène, mais bien une société de classe dont la dynamique est déterminée par un conflit d'intérêts antagoniques (conflit de classe). Tout comme dans d'autres parties du monde. Une constitution appelée *Contrat social* a été rédigée au Rojava, proclamant « la coexistence et la compréhension mutuelles et pacifiques entre toutes les couches de la société. » Donc pas la démolition de la construction hiérarchique de classe, mais la collaboration entre différentes classes de différents niveaux de la hiérarchie. Regardons les choses en face, la région du Rojava est occupée par une société de classe, et des forces importantes débordant de terminologie révolutionnaire ne veulent pas encore la changer.

Les lecteurs attentifs ont certainement remarqué que la plupart des appels mondiaux pour soutenir le Rojava parlent précisément du soutien au mouvement kurde, au peuple kurde, à l'expérience sociale kurde, à l'autonomie kurde, etc. Cependant, nous entendons rarement parler de classe, et encore moins d'analyse de classe. Par exemple, lors de tous les événements publics organisés jusqu'à pré-



sent en faveur du Rojava à Prague depuis le début de l'invasion turque, le mot classe n'a pas été prononcé une seule fois. C'est assez choquant étant donné que ces gens parlent d'une révolution sociale. Mais ils parlent d'une révolution dans le contexte d'une communauté qui, tout en expérimentant la gouvernance démocratique, ne remet pas en question la propriété privée et laisse ainsi intactes les classes sociales. Il est frappant de voir à quel point le terme « populaire » est utilisé dans le nom des organisations de la résistance locale au Rojava (5), et combien le concept de classe et de lutte de classe est absent. Tout se passe comme si l'on avait oublié que le peuple (comme le « peuple kurde ») est une catégorie au-dessus des classes qui comprend à la fois les exploités et les exploités.

Mais revenons à la citation d'*Il Lato Cattivo*. On pourrait résumer en disant que pour que les événements au Rojava deviennent vraiment révolutionnaires, il est nécessaire de dépasser le contenu existant qui représente l'autodéfense des vies, de la culture, de la langue, de l'ethnicité, du territoire, de l'économie locale, des emplois, des droits civiques et religieux. Il faudrait que les événements aillent plus loin. Vers un contenu qui représente une phase offensive. Il ne s'agira pas d'activisme civique et de simple gouvernance démocratique, mais de lutte de classe prolétarienne. En pratique, cela présuppose des manifestations de lutte qui subvertissent les piliers du Capital, comme les classes, la propriété, l'échange, le travail, l'argent, le marché, l'État – et en même temps la création non seulement de différentes formes organisationnelles, mais surtout d'un contenu social différent. Ce n'est pas encore le cas au Rojava. Ceci, bien sûr, ne doit pas conduire à un déni de soutien aux révolutionnaires qui combattent au Rojava. Au contraire, c'est un appel à soutenir les frères et sœurs de classe qui travaillent ici et qui essaient de comprendre pourquoi aucun événement révolutionnaire n'a encore eu lieu au Rojava, et ce qui doit être changé pour qu'ils aient lieu là-bas et ailleurs dans le monde. Il ne s'agit pas de se détourner du Rojava, mais également de ne pas accepter le soutien acritique de tout ce qui s'y passe. Ni rejet, ni romantisme. Maintenons une vision lucide et sans propagande.

Tout comme nous ne pouvons pas parler d'une révolution ou d'une communauté non capitaliste au Rojava, on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une structure sans État. La simple administration à l'aide de fédérations de communes décentralisées ne signifie pas encore la disparition de l'État. Si nous considérons que l'État est la manifestation et l'instrument de la domination de classe, il est évident que son existence ne peut pas être considérée uniquement comme un ensemble de certaines structures, institutions et autorités, à savoir la police, l'armée, le parlement, etc. Ces derniers sont certes une partie importante de l'État, mais on ne peut pas le réduire à ceux-ci. L'État est également et principalement le résultat de rapports sociaux spéci-

fiques. Cela signifie qu’il se fonde sur la dynamique du rapport entre les classes sociales et leur rapport à la propriété. Ainsi, là où les classes et la propriété privée sont préservées, il y a un État. Ce qui, comme indiqué précédemment, est le cas du Rojava. Dans certaines régions du Rojava, l’État utilise seulement les assemblées populaires au lieu du parlement, et l’agenda politique de l’État est mis en œuvre de manière plus décentralisée et moins bureaucratique.

Internationalisme

« La révolution n’est pas certaine et le Rojava a besoin de l’énergie des révolutionnaires étrangers apportant leur soutien ici sur le terrain. Il ne suffit pas de faire un geste symbolique. Si vous êtes un révolutionnaire, alors ça suffit avec vos excuses à la noix, vous avez du pain sur la planche. », écrit l’un des acteurs du Rojava. (6)

On ne peut s’empêcher de penser que cet appel dit en fait qu’être un révolutionnaire signifie abandonner la vision d’une révolution sociale en tant que processus global et s’accrocher à l’idée de la révolution dans un seul pays. C’est-à-dire s’accrocher à l’idée que la révolution est un événement localement isolé se déroulant dans une seule région, où tous les révolutionnaires doivent aller afin de la mener à bien.

À une telle conception s’oppose l’internationalisme révolutionnaire, c’est-à-dire l’effort de ne pas concentrer les forces révolutionnaires en un seul endroit, mais de les répandre dans le monde entier, car le capitalisme est un système global qui ne peut pas être vaincu au niveau local, mais seulement par une attaque de la communauté de lutte mondiale. Une attaque coordonnée de plusieurs endroits à la fois, pas d’abord « là », et ensuite « ailleurs ».

« Alors, où sont tous les gens qualifiés ? On n’a pas besoin de votre simulacre de solidarité ou d’aide extérieure. Nous avons besoin de gens ici sur le terrain. Nous avons besoin de personnes qui peuvent enseigner, démarrer et gérer des projets et fournir de réelles solutions », nous exhorte un anarchiste du Rojava. Et pour souligner le concept de révolution en tant qu’événement local spatialement isolé, il ajoute : « Vous ne pouvez rien faire de l’extérieur qui soit vraiment efficace. »

Cela signifie-t-il que c’est seulement au Rojava que l’on peut être un révolutionnaire participant à une activité révolutionnaire ? Est-ce là qu’on est « à l’intérieur » de l’activité révolutionnaire, partout ailleurs qu’on est « à l’extérieur », et l’activité est-elle insignifiante, inefficace et non-révolutionnaire ? Il est assez choquant de voir un tel élitisme exacerbé de la part d’un anarchiste, et une telle distance par rapport à la perspective internationaliste. Heureusement, tous les anarchistes ne sont pas comme ça. Il convient de rappeler ce que

Stuart Christie, récemment décédé, a écrit sur la guerre civile espagnole dans le texte « Brothers in Arms » :

« Contrairement au Comintern, l’Internationale anarchiste, l’AIT, n’a pas organisé de campagne centrale de recrutement. La CNT-FAI [...] désapprouva le recrutement d’étrangers dans ses milices – à l’exception, bien sûr, des volontaires réfugiés apatrides comme les Italiens et les Allemands – préférant que les camarades manifestent leur solidarité et défendent le caractère révolutionnaire de la guerre civile espagnole par des actions et en exerçant une pression politique et industrielle dans leur pays. » (7)

Cette attitude anarchiste est beaucoup plus sympathique. Transposé dans la situation d’aujourd’hui, cela signifie que si les tendances révolutionnaires au Rojava doivent être renforcées et que les tendances contre-révolutionnaires doivent être renversées, il est nécessaire que la lutte des forces révolutionnaires s’intensifie non seulement là-bas mais aussi dans d’autres parties du monde. Grèves, émeutes, occupations, blocages, sabotages, saisies de ressources [« prises sur le tas »], éducation et construction d’infrastructures de combat. Tout cela se déroule dans différentes parties du monde. Vu sous l’angle de l’internationalisme révolutionnaire, ce sont toutes des activités qui ne peuvent être séparées des tendances militantes qui se manifestent au Rojava. De même, les activités des révolutionnaires du Rojava ne peuvent être perçues comme quelque chose qui se déroule séparément et sans lien avec les luttes prolétariennes ailleurs dans le monde. En ce sens, l’opposition « intérieur vs. extérieur » n’existe pas vraiment. C’est une fausse division qui complique les choses.

Le terrain de la lutte des classes est global, tout comme le capitalisme. La lutte offensive contre ce dernier dans une région est en même temps un soutien à la lutte qui se déroule dans d’autres régions. Son efficacité n’est pas déterminée par le fait qu’elle soit menée « à l’intérieur » ou « à l’extérieur » d’une région particulière, mais par les formes et le contenu que prend la lutte. En ce sens, par exemple, une lutte affectant la sphère de production des usines d’armement tchèques ou des services dans les aéroports (ou d’autres entreprises soutenant l’armée et l’économie turques) peut être plus efficace et avoir un impact plus positif sur le Rojava que lorsque les prolétaires fraternisent avec la bourgeoisie kurde lors d’une assemblée de communes afin d’organiser les échanges entre coopératives et entrepreneurs privés.

Tekoşîna Anarşîst déplorait dans une interview en juillet 2020 que « Un grand nombre d’internationalistes qui viennent au Rojava participent à la défense de la révolution pendant quelques mois puis reviennent chez eux pour retrouver leurs vies antérieures. Est-ce ce que nous voulons ? Est-ce notre vision de la solidarité internationaliste ? Non, nous voulons autre chose. »

Selon ces militants, l’activité révolutionnaire signifie-t-elle donc d’abandonner son foyer et sa vie pour une cause commune ? Le retour au pays signifie-t-il nécessairement la fin de l’initiative révolutionnaire ? Le fait de se plaindre ainsi qu’on retourne à sa vie n’est-il pas un aveu ouvert que les événements au Rojava exigent un renoncement complet à sa propre vie ? Si tel est le cas, certains révolutionnaires ont apparemment beaucoup en commun avec les fondamentalistes religieux.

Il existe de nombreux cas où le fait de partir pour le Rojava a vraiment changé la vie des gens. Pas seulement de manière positive, par exemple en acquérant une expérience et une inspiration précieuses, mais également négativement, par exemple en détériorant les relations avec leurs proches d’où ils sont partis au Rojava. Derrière les paroles séduisantes sur la fraternité, l’esprit communautaire et la solidarité incarnés au Rojava, il y a également une aliénation renforcée en dehors de cette région. Il s’agit là d’une triste réalité qui doit être prise en compte.



Possibilités de critique

Les parties positives de la réalité du Rojava comprennent également [Tekmil](#). Un rituel qui fonctionne de manière constructive avec la critique, l'autocritique et la réflexion. On considère la critique mutuelle comme faisant partie du processus de croissance commune et d'amélioration de la pratique collective. Cependant, même ce processus ritualisé a ses écueils. Parfois, il semble que cela ne soit destiné qu'à ceux qui s'intègrent dans les communautés kurdes. Lorsque des critiques amicales sont exprimées par des personnes extérieures à celles-ci, elles ne sont pas considérées comme une contribution constructive à la discussion, mais automatiquement comme une manifestation d'arrogance. Le théoricien communiste **Gilles Dauvé** et un autre auteur ont écrit une réflexion critique intéressante (8), qui peut être considérée comme une analyse factuelle et non comme une attaque hostile. Pourtant, beaucoup de colère et des accusations de condescendance et de supériorité paternaliste se sont abattues sur leurs têtes. Pourquoi ? Seuls ceux qui prennent leur petit-déjeuner tous les matins avec des militants kurdes et se lancent ensuite dans des projets communautaires communs, sont-ils autorisés à poser des critiques ? Les autres doivent-ils tout accepter sans critique ou bien exprimer leur critique et accepter d'être étiquetés comme étant des exaltés irrespectueux ? Les choses ne sont ni noires ni blanches. Il n'y a pas seulement un respect attentionné d'une part et des critiques impitoyables d'autre part. Il y a aussi des positions quelque part entre les deux. Il est possible d'exprimer des critiques sur certaines erreurs et contradictions, mais de le faire d'une manière prévenante qui respecte les diverses façons de disposer d'eux-mêmes des personnes critiquées. C'est exactement ce que tentent de faire Gilles Dauvé ainsi que le présent texte.

Les réactions qui suivent souvent la critique de certaines parties de la réalité du Rojava rappellent beaucoup la situation en République tchèque, où certains cercles militants utilisent la même argumentation lorsque le comportement des prolétaires d'origine rom durant leurs luttes contre l'oppression est critiqué. Il s'agit, par exemple, de la critique de leurs expressions patriarcales, de leur hiérarchie et de leur obéissance aux chefs roms, ou même des choses comme jeter de la nourriture vieille d'un jour. Toutes ces habitudes sont défendues par les coutumes culturelles des Roms, qui doivent être respectées. Ceux qui ne le font pas sont décrits comme des personnes arrogantes et exaltées qui ne respectent pas le libre arbitre des Roms et veulent imposer le modèle dominant de la majorité aux Roms.

Si le respect signifie la tolérance illimitée de tout ce qui est marqué comme tradition culturelle locale ou libre arbitre, nous pourrions aller jusqu'à respecter les pratiques cannibales et les exécutions par lapidation dans certaines communautés, ou encore les traditions nationales chauvines qui se manifestent dans la majorité de la population tchèque. Le respect des différentes coutumes culturelles est approprié, mais il doit avoir certaines limites, sinon la référence aux traditions culturelles peut facilement devenir un outil de manipulation pour la défense de l'indéfendable.

Si ce texte exprime une critique des spécificités des événements du Rojava, cela se fait dans le respect de nombreuses traditions culturelles de la communauté du Rojava, qui sont certainement très différentes de ce que nous pratiquons au niveau culturel dans le contexte local. La critique ne doit pas être impitoyable, tout comme le respect ne signifie pas accepter tout ce que l'autre personne dit et fait.

Tout comme ce texte apporte des remarques critiques sur certaines démarches des révolutionnaires au Rojava, ce serait formidable de recevoir ici sur le territoire de la soi-disant République tchèque les mêmes réponses critiques en provenance du Rojava. Le mouvement révolutionnaire est internationaliste, de sorte que la critique camarade doit circuler dans toutes les directions afin d'être une partie constructive du processus de création d'une théorie et d'une pratique communes. Si nous saisissons la révolution sociale

comme un processus global, quiconque y aspire à quelque chose à dire à son sujet, ce qui signifie parfois, bien sûr, critiquer les camarades opérant dans une autre partie du monde.

La brigade internationale **Tekoşîna Anarşîst** a déclaré dans une interview : « *Après quelques années de travail ici, nous avons vu les bons côtés et aussi les mauvais côtés de la révolution, et notre engagement avec elle est basé sur un cadre d'internationalisme et de solidarité critique.* » Si c'est effectivement le cas, cela ne ferait pas de mal d'entendre davantage de voix critiques dans le flot d'appels à soutenir le Rojava. Donc, s'il s'agit vraiment d'un soutien critique, ce n'est pas un soutien inconditionnel, non critique et illimité.

« *La pratique du Tekmil, plateforme, critique et autocritique, nous guide dans notre croissance et notre développement en tant que révolutionnaires* », déclare **Tekoşîna Anarşîst**. Si ces paroles sont sincères et si les personnes solidaires du combat au Rojava s'identifient à celles-ci, elles accepteront certainement ce texte avec enthousiasme comme une occasion de développement et de croissance. Si cela ne se produit pas, cela signifiera que les mots et les actions ne sont pas toujours en harmonie, et que cette harmonie doit être recherchée davantage.

Note sur l'auteur du texte : Il est vivement souhaité de ne pas gaspiller d'énergie à spéculer sur l'auteur de ce texte, mais plutôt d'utiliser cette énergie afin d'analyser le contenu du texte, d'en discuter et d'en tirer des conclusions pratiques. Vos commentaires sont les bienvenus sur lokomotiva1@riseup.net

Liens et notes :

- (1) L'énumération de ces textes n'implique pas une adhésion complète à ceux-ci !
- (2) « *Question kurde* », Etat islamique, USA et autres considérations – <http://dndf.org/?p=13854>
- (3) Cette attitude découle, par exemple, des récits de deux étudiants en journalisme qui se sont rendus au Rojava en 2019 et ont donné une conférence à ce sujet à Prague. <https://www.afed.cz/text/7035/navsteva-rojavu> [en tchèque]
Lors de cette conférence, ils ont décrit le fonctionnement des coopératives du Rojava et leur relation de collaboration avec les entreprises capitalistes privées.
- (4) Les coopératives fonctionnent de manière capitaliste et, dans certains cas, ceux qui y travaillent ne veulent même pas changer leur position de salariés soumis aux ordres des autres. Cela a été décrit, par exemple, par l'un des anarchistes vivant au Rojava, qui affirme dans son texte : « *une difficulté au Rojava, c'est que les groupes économiques tentent d'organiser des coopératives ouvrières qui répondent aux besoins de la vie des gens. Cependant, les gens disent souvent : dites-nous juste quoi faire et donnez-nous un salaire. Ils veulent juste travailler et qu'on leur donne un salaire. Ils ne veulent pas prendre leur vie en main...* »
<https://amargipl.wordpress.com/2015/06/27/rojava-reality/> [en anglais] – également disponible en français sur <https://www.autistici.org/tridnivalka/la-dure-realite-de-la-revolution-au-rojava/>
Ceci est confirmé par une interview avec **Tekoşîna Anarşîst** (Lutte anarchiste) qui déclare : « *Au Rojava, il existe des initiatives communautaires et des incitations à la propriété collective, mais la propriété privée reste la norme dans la société, sans trop d'efforts pour changer cette réalité. Au sein des mouvements révolutionnaires, la propriété est largement collective et la vie communautaire a une orientation socialiste claire, mais il est parfois difficile pour ces idées d'atteindre la majorité de la population.* » [traduction française : Collectif des Combattantes et Combattants Francophones du Rojava – CCFR]
<https://www.facebook.com/2CFRojava/posts/324465975626603/>
- (5) Même les brigades anarchistes, comme les IRPGF (*International Revolutionary People's Guerrilla Forces* – Forces de guérilla internationales révolutionnaires et populaires).
- (6) *La dure réalité de la Révolution au Rojava* – d'après un témoin oculaire anarchiste – texte disponible sur <https://www.autistici.org/tridnivalka/la-dure-realite-de-la-revolution-au-rojava/>
- (7) Extrait du texte disponible (en anglais) sur <https://libcom.org/history/brothers-arms>
- (8) Originellement publié sur https://ddt21.noblogs.org/?page_id=324 – également disponible sur <https://www.autistici.org/tridnivalka/kurdistan-fr/>

THÈSES SUR LA RÉVOLUTION ET LA CONTRE-RÉVOLUTION DANS LA RÉGION ESPAGNOLE PENDANT LES ANNÉES 1930

Nous publions ici un document historique, élaboré en 1997 par les camarades du Groupe Communiste Internationaliste (GCI), qui synthétise sous forme de thèses les ruptures programmatiques atteintes par notre communauté de lutte à propos de la révolution et la contre-révolution en Espagne pendant les années 1930.

Ces thèses sont un document de travail, une ébauche, elles devaient être critiquées afin d'obtenir des contributions plus larges en vue de la publication de matériels sur ce sujet.

A ce jour, une seule revue complète consacrée à cette question cruciale a été publiée par le GCI (seulement en espagnol, hélas), il s'agit de la revue [Comunismo n°66](#)...

1. La réappropriation de l'histoire de notre classe est une tâche fondamentale pour l'organisation et la centralisation du prolétariat dans sa lutte pour la révolution communiste mondiale. De cette façon, nous pouvons tirer des leçons de ces expériences, tant des erreurs que des succès, et transformer les défaites passées en une arme de lutte pour le présent et l'avenir.

2. Le capitalisme déforme et défigure toute la mémoire historique de notre classe. L'œuvre idéologique fondamentale effectuée par l'Etat consiste à camoufler les véritables contradictions de classe, à les présenter comme des antagonismes internes au système bourgeois de pouvoir, à occulter la force de la révolution. En Russie, avant et après 1917, on a essayé de nier la force révolutionnaire du prolétariat et sa capacité à lutter pour une société communiste, on nous a dit qu'il y avait du féodalisme là-bas et, finalement, sur la base de cette même conception social-démocrate qui [...] [prédominait] chez les bolcheviks, c'est une politique ouverte de défense et de développement du capitalisme qui fut appliquée. De même, en Espagne, la social-démocratie affirmait que la révolution prolétarienne était impossible à réaliser parce qu'il subsistait du féodalisme et que le prolétariat devait d'abord assumer et réaliser les tâches démocratiques bourgeoises. Tous les courants qui défendaient la thèse de l'Espagne livrée au féodalisme et à la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises se situaient, en toute logique, aux antipodes des intérêts du prolétariat et de son mouvement révolutionnaire, et luttèrent pour transformer la lutte des classes et les projets antagonistes de la bourgeoisie et du prolétariat (capitalisme et communisme) en une lutte inter-bourgeoise entre des formes de gouvernement et de gestion du Capital. À cette conception, à cette pratique sociale décisive dans la contre-révolution, correspond une vision de l'histoire de l'Espagne dans laquelle ce qui s'est passé serait une guerre civile entre fascistes et antifascistes, entre franquistes et républicains.

3. Pour nous, au contraire, le mouvement prolétarien dans la région espagnole pendant les années trente est la dernière tentative révolutionnaire de la plus grande vague mondiale de luttes prolétariennes jusqu'à présent, une période qui a commencé au seuil du 20^{ème} siècle (1904/1905), qui a eu sa phase centrale entre 1917/1921, pour se terminer avec la défaite de 1937. Le mouvement révolutionnaire mondial de 1917/19 avait forcé l'arrêt de la guerre. Dans les années trente, après les nombreuses et importantes défaites que le prolétariat international avait subies jusqu'alors et qui avaient culminé avec la répression et la liquidation front-populiste du prolétariat en Chine, le Capital tendait inéluctablement vers la guerre impérialiste, repolarisant le monde entre fascistes et antifascistes, et affirmant ainsi la nécessité

de d'imposer son cycle infernal pour continuer à se reproduire sous une forme élargie. Face à cette tendance de la bourgeoisie mondiale à renouer avec la guerre impérialiste, le prolétariat ne parvient à répondre qu'en affirmant son terrain de classe (la lutte pour la révolution sociale) dans certains pays comme le Salvador, l'Autriche, et principalement en Espagne..., alors que dans le reste du monde il se trouve discipliné dans les fronts populaires et nationaux. Après cette série de jalons historiques, dans lesquels le prolétariat affronte régionalement le capital unifié, la bourgeoisie parvient à l'acculer et à le soumettre à sa guerre. La dernière grande bataille de cette résistance du prolétariat, qui refuse de se soumettre à la guerre capitaliste, où notre classe affirme la lutte contre le capitalisme, fut la lutte en Espagne durant les années trente. La défaite, la liquidation de l'autonomie prolétarienne qui aura lieu notamment durant la période de juillet 1936 à mai 1937, transformant en Espagne la guerre de classe en guerre impérialiste, jette définitivement les bases à la généralisation de la guerre capitaliste qui culminera dans ce qu'on a appelé la « Seconde Guerre mondiale ».

4. Pendant les années vingt et le début des années trente, en contradiction avec la situation mondiale de défaite du prolétariat, l'agitation et la lutte du prolétariat en Espagne continuent de croître. Pendant la première moitié des années trente, l'affrontement de classe atteint des niveaux exemplaires.

Ainsi, par exemple, en mai **1931**, des révoltes prolétariennes ont lieu à Madrid, Barcelone... où des églises et des couvents sont incendiés. Puis, au cours de la même année, d'importants mouvements prolétariens ont lieu dans toute l'Andalousie ainsi que d'importantes grèves, en solidarité avec les prisonniers, d'abord à Barcelone, puis à Saragosse, Algésiras, Bilbao, Huelva, Cadix, etc., pour se généraliser à tout le pays.

En **1932**, l'affrontement de classe continue de se radicaliser, caractérisé par des batailles de plus en plus violentes entre prolétaires armés et agents de l'ordre, qu'il s'agisse de groupes d'action d'une classe ou de l'autre, ainsi que de mouvements de masse comme celui qui a lieu dans la province de Logroño en janvier, et qui finit par s'étendre à tout le pays. Dans le bassin minier d'Alto Lobregat et de Cardoner, la révolte prolétarienne affirme le projet révolutionnaire en essayant d'assumer les aspects centraux de la dictature révolutionnaire : on déclare l'abolition de l'argent et de la propriété privée et on assume la nécessité de la terreur révolutionnaire. Malgré la violence de la répression républicaine, les mouvements se poursuivent dans toute l'Espagne et les grèves sont le pain quotidien des prolétaires : Alicante, Valence, Grenade, Tarrasa... Dans des villages et des régions entières, on proclame le communisme libertaire, même si dans certains cas il s'agissait d'une simple déclaration, tandis que dans d'autres endroits, les minorités d'avant-garde tentent d'imposer par la violence des

mesures élémentaires contre le capitalisme. Le prolétariat rural assume dans cette phase un rôle important en expropriant les domaines agricoles, par exemple dans les régions de Victoria, Saragosse, Barcelone, Avila, Tolède, Séville... Un autre secteur du prolétariat, les mineurs, joue également un rôle important à cette époque : en mars, d'importantes grèves ont lieu dans les Asturies. Des affrontements entre les forces de l'ordre et les prolétaires en lutte surviennent dans tout le pays : Tolède, Cordoue, Orense... tout au long de l'année.

L'année 1933 s'ouvre sur d'importantes luttes à Barcelone, Casas Viejas (Cadix)... qui aboutissent à la déclaration de la grève insurrectionnelle dans tout le pays, conduite et encadrée par la CNT/FAI. On organise l'évasion de prisonniers de la prison Modelo, à nouveau des églises sont attaquées et des couvents sont incendiés. Le communisme libertaire est proclamé dans divers endroits comme Sardanola-Ripollet et dans des villes et villages, on brandit le drapeau rouge et noir. La république d'Azaña (à laquelle se soumettra plus tard la CNT/FAI) montre sa capacité à porter le terrorisme d'État à son expression maximale : l'ordre est donné de tirer directement pour tuer les prolétaires insurgés. Les coups brutaux de la répression n'ont pas empêché le prolétariat de reprendre la grève en mai et d'occuper les rues de Madrid, Barcelone, Valence, Burgos, Alicante, Séville, Grenade, Bilbao... En décembre, le mouvement du prolétariat atteint ses plus hauts niveaux en Aragon et dans les régions environnantes : les archives sont brûlées, les couvents sont incendiés et on lutte ouvertement contre les élections.

L'année 1934 s'ouvre également sur d'importantes grèves ouvrières : métallurgistes et typographes à Madrid, gaz et électricité à Barcelone, grève générale à Saragosse, ainsi que des tentatives de grève des prolétaires agricoles. Mais le point culminant de cette année est sans aucun doute l'insurrection prolétarienne d'octobre 1934, connue sous le nom d'« insurrection des Asturies ». Malgré la violence du mouvement à Bilbao et compte tenu des tentatives infructueuses à Barcelone et à Madrid, le mouvement se cantonne rapidement à la région des Asturies, notamment dans les grandes concentrations minières. La grève générale

menée par le prolétariat unifié sous la bannière de l'U.H.P. (Union des Frères Prolétaires) prend immédiatement un caractère armé et insurrectionnel, échappant à l'emprise des syndicats et des partis (principalement le P.S.O.E.) qui tentent de la contrôler. Le prolétariat minier prend la ville d'Oviedo à l'aide de dynamite et de quelques armes, et dans d'autres villes comme Gijon, le mouvement est directement insurrectionnel. Les usines d'armement sont attaquées, ainsi que les centres de pouvoir, on exproprie et on essaie d'organiser la production sur d'autres bases ; mais l'échec rapide de l'insurrection dans le reste du pays et les limites de l'armement du prolétariat permettent à l'État d'isoler le mou-

vement et de concentrer toutes ses forces pour le vaincre. Après une terrible lutte de 20 jours et une répression sanglante, l'État impose le retour à l'ordre. La répression et le terrorisme généralisé de l'État vont caractériser le reste de l'année 1934 et toute l'année 1935. Après l'isolement et la défaite de la Commune des Asturies en octobre 1934, de grandes luttes continuent à avoir lieu dans toute l'Espagne, mais en même temps l'idéologie front-populiste et antifasciste s'impose de plus en plus dans les structures organisationnelles du prolétariat jusqu'au triomphe électoral du Front Populaire et l'amnistie des prisonniers politiques, qui constituent déjà des formes de canalisation démocratique de la lutte prolétarienne développée jusqu'alors.

En 1936, le prolétariat est capable de s'armer, d'affronter et de vaincre le fascisme, mais en même temps il est paralysé face à la république. La tendance à « aller jusqu'au bout » et jusqu'à la « dictature de

l'anarchie », qui s'était exprimée partout auparavant, perd de sa force face aux antifascistes qui, par ailleurs, trouvent un appui à leurs thèses en juillet 1936 dans la menace des flottes française et britannique. Avec le « collaborationnisme antifasciste » éhonté de la CNT, de la FAI, du POUM à partir de juillet 1936, le prolétariat perd son autonomie face à l'État bourgeois qui, sur cette base, parvient à le désarmer et à l'encadrer dans les armées antifascistes et fascistes. La dernière grande résistance généralisée du prolétariat a lieu pendant les jours glorieux de mai 1937, lorsque le prolétariat se retrouve seul dans les rues, affrontant toutes les structures de l'État bourgeois, y compris non seulement ses ré-



presseurs républicains staliniens et socialistes, mais aussi ce qui avait été ses organisations, la CNT, la FAI, le POUM...

5. Une fois encore, la défaite du prolétariat en Espagne s’est produite parce qu’il n’a pas réussi à s’organiser en classe et en parti autonome contre toutes les forces bourgeoises. Et tout cela grâce à la conception et à la politique social-démocrate du moindre mal, du soutien à la démocratie progressiste, de l’alliance des mal nommés « partis ouvriers ». L’Alliance Ouvrière d’octobre 1934 entre le PSOE, le BOC (le futur POUM), le PCE et des sections de la CNT, est suivie du Front Populaire du début de 1936 contre le fascisme, qui réunit le PSOE, le PCE, le POUM, la CNT et toute une série de partis bourgeois déclarés (ERC, Azaña...). La constitution du Front Populaire et de l’alliance antifasciste a signifié la dissolution rapide et totale de l’autonomie de classe du prolétariat et son enrôlement dans la guerre inter-bourgeoise, d’abord en Espagne et ensuite dans la Seconde Guerre mondiale dans le reste du monde.

6. Le Front Populaire (et plus précisément la dualité fascisme/antifascisme) est la tactique utilisée à cette époque par la bourgeoisie contre le prolétariat pour liquider son autonomie de classe. Les phénomènes du fascisme, du nazisme, du front-populisme, du stalinisme, qui se développent au cours de ces années, ont tous les mêmes caractéristiques fondamentales de conciliation nationale, de mobilisation des masses, d’apologie du travail et de la production à grande échelle, et conduisent tous à l’abandon des intérêts prolétariens, à l’effort national et en dernière instance à la guerre impérialiste, où le seul rôle du prolétariat est celui de chair à canon. Malgré la résistance active des fractions communistes et internationalistes, le prolétariat ne parvient pas à rompre avec ces courants et finira par jouer exactement ce rôle de chair à canon. L’Espagne est alors le dernier pays où le prolétariat livre une grande bataille révolutionnaire pendant toute la période et par ailleurs le premier pays où le capitalisme mondial réussit à concrétiser la canalisation de toutes les énergies prolétariennes dans la guerre fascisme/antifascisme dont le point culminant sera la guerre mondiale.

7. La lutte en Espagne pendant les années trente, dans la mesure où elle culmine dans la transformation de la guerre sociale en guerre impérialiste et dans la destruction/liquidation du prolétariat, parachève le processus contre-révolutionnaire qui était déjà généralisé dans le monde. Le rôle joué par la social-démocratie, en tant que parti bourgeois pour les travailleurs, a été fondamental à cet égard. Ce rôle a été joué par le PSOE, le PCE, le POUM et la CNT. Si les deux premiers ont un programme ouvertement bourgeois et opposé à la révolution prolétarienne (tâches démocratiques bourgeoises...), c’est dans les deux autres que le prolétariat structurera sa lutte. Il n’existe pas d’autres organisations de masse de prolétaires organisés de manière autonome. L’insurrection armée s’est organisée à partir de structures militantes de la CNT, de la FAI et de petits groupes qui, bien que non reconnus officiellement, se revendiquaient de ces structures. Les minorités et les groupes qui se réclamaient de la CNT étaient à l’avant-garde des expropriations prolétariennes et de l’action autonome de la classe ouvrière contre le capitalisme. Les masses prolétariennes non organisées ont également considéré la CNT comme leur organisation. Cependant, tant en raison de sa pratique sociale globale (la CNT était principalement un syndicat et fonctionnait comme un appareil de l’État bourgeois) que de sa conception (prédominance d’une idéologie anarchiste incapable de concevoir la lutte contre le Capital et l’État), cette organisation qui encadrait l’avant-garde du prolétariat ne pouvait donner d’autre direction que celle de

l’antifascisme. En fait, bien avant 1936, la CNT avait confirmé sa nature sociale-démocrate et lors des élections de cette année-là, ainsi que par la suite, elle s’est montrée comme un appareil capable de fonctionner comme l’aile gauche du républicanisme et du Front Populaire. De plus, au cours des mois précédant l’assaut insurrectionnel de juillet 1936, une ligne ouvertement antifasciste (c’est-à-dire bourgeoise) s’était imposée, qui ne désignait plus comme ennemi la bourgeoisie et le système social capitaliste, mais bien le fascisme. Quoique cette pratique soit dénoncée au sein même de la CNT (par exemple, au congrès de Saragosse), le front-populisme s’impose totalement dans le renoncement à l’abstentionnisme révolutionnaire et dans la participation active aux élections du côté du Front Populaire.

8. Dans les luttes en Espagne, le prolétariat est parvenu à des degrés d’autonomie très importants et a témoigné de l’ampleur de la révolution qu’il renferme. Il convient de souligner la concrétisation et la radicalisation de la lutte, l’autonomie des prolétaires pour s’armer et prendre les centres du pouvoir en diverses occasions comme en octobre 1934 et en juillet 1936, les ruptures des groupes ou des fractions qui allaient plus loin que leurs propres organisations, la diffusion rapide des consignes et des tentatives pratiques de lutte contre la propriété privée, les expropriations de terres et d’usines, les tentatives d’abolition de l’argent, la recherche d’organisations collectives de production et la recherche d’autres formes de production et de distribution, etc. Cependant, l’idéologie antiautoritaire, antidictatoriale, social-démocrate qui prédominait a dispersé cette formidable énergie en des milliers de petites actions sans force organique capable de briser le capitalisme. La conception gestionniste dominante complétait parfaitement la politique antifasciste et, ensemble, ils ont empêché le prolétariat d’imposer ses propres intérêts sur la base de sa dictature révolutionnaire. Ce mouvement extraordinaire du prolétariat n’avait pas de direction révolutionnaire au sens le plus fort du terme, mais plutôt une direction formelle qui ne correspondait pas à la pratique réelle du mouvement et qui l’a conduit dans l’impasse de l’antifascisme et du gestionnisme radical : la formation de collectivités en coexistence pacifique avec l’économie capitaliste.

9. En 1936, le prolétariat s’arme et conquiert la rue contre la bourgeoisie, la propriété privée et l’État ; mais il se trouve politiquement désarmé par les organisations de la social-démocratie qui, avec leurs idéologies anarchistes et accessoirement socialistes et léninistes, l’amènent pieds et poings liés à accepter la discipline de l’antifascisme (milices antifascistes), de la république bourgeoise (légalité démocratique), de la gestion capitaliste (collectivités). Bien que les aspects militaires, politiques, économiques de la lutte des classes soient indissociablement liés, nous pourrions schématiser l’imposition de la contre-révolution en dissociant ces aspects pour l’exposer plus clairement. Militairement, la lutte des classes a été liquidée en soumettant le prolétariat au front militaire dirigé par la bourgeoisie républicaine. Politiquement, l’entrée et la collaboration de ces organisations dans le gouvernement républicain était une confirmation à la fois de leur incapacité à donner à la situation une solution révolutionnaire et de leur politique contre-révolutionnaire de conciliation des classes. Dans le domaine économique, l’idéologie qui prétend que la production peut être organisée sur une base révolutionnaire sans la dictature du prolétariat qui détruit centralement la propriété privée (la marchandise, l’argent, le travail salarié...) a conduit à canaliser l’énergie prolétarienne dans la gestion et la reproduction de l’économie marchande. Toute l’énergie révolutionnaire du prolétariat a été liquidée par l’antifascisme (guerre

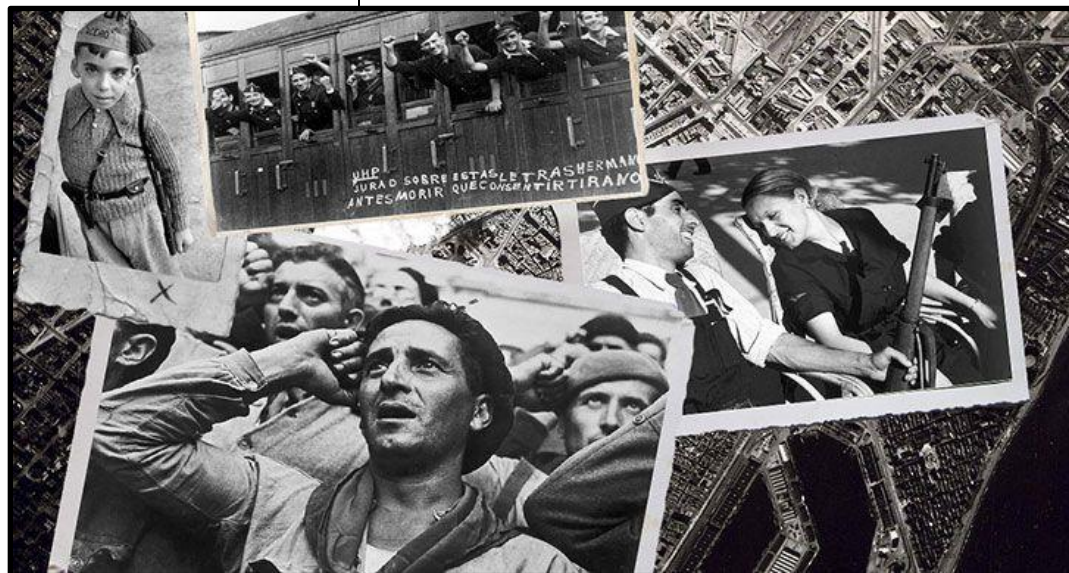
impérialiste) et le gestionnisme (collectivités) imposés par la CNT et le POUM, qui ont largement complété le rôle criminel joué dans le camp antifasciste par le PCE et le PSOE. Étant donné la cohérence entre la pratique sociale et l'idéologie (ainsi que les pratiques antérieures) de tous les grands partis étiquetés de gauche, il est absurde de parler de trahison. De la même manière que la social-démocratie formelle n'a pas trahi en 1914, mais a rempli son rôle historique de parti bourgeois pour les ouvriers, et que les meurtres de révolutionnaires et les maisons de torture utilisées par le PCE ont confirmé son rôle contre-révolutionnaire, le rôle centriste joué par la CNT et le POUM, qui partent de la lutte du prolétariat, de ses besoins et font des déclarations révolutionnaires, pour le soumettre sans tarder aux besoins de la guerre et de l'économie capitaliste, a été confirmé par la pratique contre-révolutionnaire de ces organisations. Cela était indispensable pour encadrer au mieux le prolétariat et le liquider sur le terrain de la guerre antifasciste et de la production militaire capitaliste ; et loin d'être une trahison, cela signifiait la confirmation de la conception générale de ces organisations et de leur politique des années précédentes.

10. La défaite de l'insurrection de mai 1937 (la plus explicitement anti-bourgeoise, antistalinienne et antirépublicaine) est due au fait que l'antifascisme radical réussit à désarmer totalement le prolétariat insurrectionnel, notamment grâce à la direction de la CNT, du POUM et de leurs ministres. La paralysie/liquidation de l'insurrection et le retour au travail préconisé par ces organisations ont laissé le champ totalement libre aux tortures, disparitions et assassinats pratiqués par les staliens pour briser la révolution. Comme lors des autres tentatives insurrectionnelles, en avril 1931, octobre 1934 et juillet 1936, le prolétariat n'a pas affirmé une direction propre véritablement révolutionnaire, qui refuserait de faire des compromis et qui n'accepterait pas les appels à la paix sociale de l'antifascisme. Son formidable élan révolutionnaire a réussi à être liquidé par la répression physique sélective, l'idéologie du retour au travail et la ligne de front antifasciste imposée par la CNT et le POUM.

11. Face au développement des affrontements et après la défaite du prolétariat en Espagne, les prolétaires ailleurs dans le monde se sont retrouvés dans l'impossibilité d'agir en solidarité avec lui comme cela aurait été nécessaire pour éviter son isolement et sa liquidation. Cela est principalement dû à la faiblesse du mouvement prolétarien internationaliste à cette époque, puisqu'il avait été vaincu partout. Malgré les luttes en France en juin 1936, au Mexique... il y avait une situation d'isolement du mouvement au niveau international. La bourgeoisie mondiale a réussi à camoufler le véritable antagonisme de classe de la « guerre civile » en Espagne et à la vendre à l'opinion publique mondiale comme une guerre entre républicains et fascistes, ce qui a mené le prolétariat révolutionnaire en Espagne à un isolement politique très

profond. Plus les drapeaux fascistes et antifascistes aux couleurs nationales étaient imposés au niveau international et plus le prolétariat était mobilisé dans les Brigades Internationales, plus les révolutionnaires et les internationalistes en Espagne se retrouvaient seuls pour affronter le capitalisme mondial.

En particulier, le rôle de l'Internationale Communiste, de l'URSS et des différents PC, ainsi que de leurs différents soutiens critiques (surtout le trotskisme dans ses multiples variantes), a été fondamental dans cet isolement. Plus on recrutait pour l'antifascisme, plus on liquidait la possibilité internationale d'une action internationaliste en communauté d'action et de lutte avec le prolétariat en Espagne. Il est évident qu'il existe une relation directe entre les besoins de l'URSS en tant que puissance capitaliste en concurrence avec d'autres puissances capitalistes et la défense de telle ou telle « tactique » dans l'IC. Celle du Front Populaire, qui a eu en Espagne sa confirmation la plus claire comme force de liquidation de l'énergie révolutionnaire du prolétariat, obéissait aux intérêts impérialistes du Capital dans cette région du monde.



12. Contre toutes ces forces bourgeoises, seule une poignée de camarades dispersés dans le monde entier ont rejeté le fascisme et l'antifascisme de manière égale et ont poursuivi la lutte invariable du Parti contre le capitalisme mondial et l'État. Nous attachons beaucoup d'importance, non seulement pour l'analyse du passé, mais pour la lutte future, aux contributions de ces divers camarades, plus ou moins structurés en groupes ou fractions communistes dans différents pays du monde. L'un des axes fondamentaux des publications qui seront produites sera précisément celui du sauvetage historique du meilleur de ces matériaux. Sans ce travail décisif de réappropriation, le prolétariat devra toujours recommencer sa propre histoire à zéro, répéter les mêmes erreurs et improviser sur-le-champ la direction à prendre. Sans cette contribution décisive, les internationalistes d'aujourd'hui et de demain n'auraient pas tout ce bagage d'expérience, de théorie révolutionnaire, qui constitue l'arme la plus décisive et la plus puissante de la gestation d'une direction révolutionnaire qui assure le triomphe dans la prochaine vague de luttes prolétariennes. ★

Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisant pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

1. PAS POUR NOUS !

Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers... Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ

Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS

Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser... Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

4. CONTRE LE CAPITALISME

Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE

La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, stalinien, fasciste ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antitétatique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlémentaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME

Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et continuent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui jouent le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »...

7. CONTRE LES FRONTS UNIS

Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale... Tous mènent à la défense d'une forme de la dictature capitaliste contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation

de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructrice entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE

Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire.

9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN

Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétaires sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combative du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises. La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

13. QUE FAIRE ?

Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. A partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.